

<http://www.ecoleemancepee.org/spip.php?article916>



Quand on veut tuer son chien...

- Actualités -



Date de mise en ligne : mercredi 20 avril 2011

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La RGPP (*Révision Générale des Politiques Publiques*) sévit depuis 2007, construite sur le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, elle fait des ravages dans les effectifs. Tous ne meurent pas, mais tous sont touchés : à la Police, à l'Hôpital, chez les agents des impôts, dans l'administration des fcs, partout c'est l'hécatombe.

On l'a dit et crié, le Service Public ne peut plus fonctionner.

Aujourd'hui, même Sarkozy en convient et est « conscient de l'incidence que la RGPP peut avoir sur l'Education Nationale » ; l'incidence, elle est claire : des élèves sans profs, des profs sans remplaçants, des milliers d'heures de cours qui ne sont pas assurées...

C'est la fin de la continuité du service public, c'est bientôt la fin du service public, tout simplement : Chatel a trouvé la solution, il propose aux chefs d'établissements de recruter eux-mêmes les profs manquants, à Pôle emploi. Il a raison, la loi Mobilité (contenue dans la RGPP) les y autorise ; ainsi, il fait d'une pierre deux coups : il installe le recrutement local (à côté du mouvement national), il banalise le recours à l'emploi précaire (pour pallier l'absence de fonctionnaires) ; le tour est joué, il piétine et bousille ce qui reste encore de statut !

Le gouvernement détruit la fonction publique dans ses statuts et ses fondements, et parallèlement, insidieusement, il mène un travail de sape pour ruiner ses valeurs et ses principes ; c'est donc malheureusement normal que fleurissent des réactions opportunistes réactionnaires... Ainsi a-t-on pu lire un sondage publié le 5 avril par CSA, commandé par La Croix, sur le collège : on sait déjà que le collège n'est pas un « moment » éducatif facile et que, les moyens se raréfiant, depuis des années, les conditions de travail et d'étude y sont souvent dégradées... Pour autant, le sondage sonne le glas, et conclut que 73% des français souhaitent restaurer un examen d'entrée en 6ème... Le Snalc surfe sur la vague et assène que le collège ne doit plus être unique, renouant ainsi avec un de ses plus vieux chevaux de bataille.

Une école sélective, qui trie le bon grain et l'ivraie, un projet éducatif qui a des allures de régression de plus de 50 ans, une société inégalitaire et injuste, c'est ce vers quoi on veut nous emmener...

C'est ce contre quoi nous continuons de lutter.